

[Text]

nessmen. So far that reason as well, it is a priority market for us.

• 1135

Miss MacDonald: You mentioned the fact that the private sector had first ventured into that region and it was natural for Industry, Trade and Commerce to be closely allied with it. As the political ties strengthen with these countries, more and more the question of human rights abuses is going to come to the forefront. How does that become a factor with your department when dealing with the countries of South and Latin America, where in some places human rights violations are very flagrant, and how much is it a factor in the work that you do with Canadian businesses in encouraging them or assisting them or working with them to go into this part of the world?

Mr. Lumley: I would say that, first of all, I do not think that those goals, in essence, are exclusive. The common thought is that the business community cares nothing for social and cultural relationships and that all they are interested in is commercial activity. I will say this as a former businessman: I do not think that is necessarily true. There are examples on all sides but I think the business community is as conscious as anybody of the Government of Canada's goals and the needs and aspirations of individual citizens in every country of the world. There is no question that from Industry, Trade and Commerce's standpoint, in our activity in those countries of the world, we are as conscious of human rights as other departments.

Let me give you an example: I went to Chile this past year and I think I was the first Canadian minister to go to Chile in 13 or 14 years. The first thing I did when I went to Chile—I was a guest of the Minister of Industry—I went to see the foreign minister to raise the Government of Canada's concern with respect to human rights in that particular country. Even as a trade minister, when I go to a country, I do not just concentrate on the commercial aspects because we are a country and commercial activity is just one part of our responsibility. When I travel, I travel as a minister of the government, not as a minister representing Industry, Trade and Commerce. Consequently, anything that is of concern to our government or to the people of Canada is of concern to me. There is no way that we will trade off one for the other.

Miss MacDonald: I will pass, Mr. Chairman.

The Chairman: Father Ogle.

Mr. Ogle: Thank you, Mr. Chairman. I also want to thank the minister for being with us today.

This is a sort of philosophical question and perhaps you have already touched upon it. But one situation that is predominant in the thinking of the world community today, is the north-south relationship and dialogue. I have had enough experience with the south to know that the south is extremely—I would

[Translation]

ces petites et moyennes entreprises. C'est pour cette raison également que ce pays figure en tête de nos priorités.

Mlle MacDonald: Vous avez mentionné le fait que le secteur privé avait été le premier à s'aventurer dans cette région, et qu'il était normal que le ministère de l'Industrie et du Commerce entretienne des liens étroits avec ces pays, la question des droits de la personne, et les violations dont ils sont l'objet, va se poser de plus en plus fréquemment. Dans quelle mesure votre ministère tient-il compte de ce facteur dans ses relations avec les pays de l'Amérique latine et de l'Amérique du Sud où, dans certains pays, ces violations sont scandaleuses? Et quel est le rôle joué par cette question dans vos rapports avec les entreprises canadiennes quand vous les encouragez, les aidez, les poussez à conquérir ces marchés?

M. Lumley: Permettez-moi de vous dire, d'abord, qu'à mon avis, ces objectifs ne s'excluent pas l'un l'autre. L'opinion généralement répandue sur les hommes d'affaires, c'est qu'ils ne se soucient ni de relations sociales ni de relations culturelles, et que le commerce constitue leur seule préoccupation. En tant qu'ancien homme d'affaires, je voudrais vous assurer que ceci n'est pas nécessairement vrai. Les exemples abondent, et je pense que le monde des affaires est aussi conscient que tout autre des objectifs du gouvernement canadien et des besoins et aspirations des citoyens de tous les pays. Notre ministère, en œuvrant dans ces pays, ne se préoccupe pas moins de la question des droits de la personne que les autres ministères.

Permettez-moi de vous donner un exemple: je me suis rendu au Chili l'année dernière, et je crois avoir été le premier ministre canadien à s'y rendre en 13 ou 14 ans. J'étais l'hôte du ministère de l'Industrie, mais la première chose que j'ai entreprise au Chili, c'est de me rendre auprès du ministre des Affaires étrangères pour lui exprimer les préoccupations du gouvernement canadien en ce qui concerne les droits de la personne dans son pays. Bien que je sois le ministre du Commerce, je ne me contente pas, lorsque je me rends dans un pays étranger, de me préoccuper de problèmes commerciaux, parce que l'activité commerciale ne représente que l'une des facettes des responsabilités d'un pays. En voyage, en visite dans un pays étranger, je suis ministre d'un gouvernement, et non simplement ministre représentant l'Industrie et le Commerce. Ce qui préoccupe notre gouvernement, ou le peuple canadien, me préoccupe également. Nous ne bradons pas les droits de la personne pour conquérir un marché.

Mlle MacDonald: J'ai terminé, monsieur le président.

Le président: Je donne la parole au père Ogle.

M. Ogle: Merci monsieur le président. Je voudrais également remercier le ministre d'avoir bien voulu venir aujourd'hui.

Je voudrais vous poser une question plus philosophique, en quelque sorte, mais peut-être l'avez-vous déjà abordée. Il est une question qui préoccupe, au plus haut chef, les pays du monde de nos jours, c'est les rapports et le dialogue entre le nord et le sud. J'ai eu suffisamment d'expérience avec le sud